

..... (dénomination sociale)
 SARL au capital de €
 Siège social :
 (numéro RCS) RCS (ville du RCS)

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2016
 RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS
 DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et de l'article L 223-26 du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir et pour soumettre à votre approbation le bilan et les comptes de cet exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

1. Situation et activité de la société

Comme vous le savez, notre société exerce depuis ... ans ses activités dans les secteurs suivants : ... (décrire précisément les activités dominantes ou les plus significatives).

Au cours de l'exercice clos, nous avons enregistré une évolution notable de ces activités puisque ... (présenter l'évolution : par exemple, augmentation de la production, changement de positionnement sur le marché et par rapport à la concurrence, commercialisation de nouveaux produits, implantation de nouveaux points de vente).

Comme en témoigne l'augmentation du chiffre d'affaires (voir ci-après, point 4), la croissance de l'activité est soutenue et nous avons accompagné cette croissance par un développement des investissements et/ou des embauches dans les conditions suivantes : ... (présenter, selon le cas, le nombre de salariés embauchés et les modalités d'embauche : CDI, CDD, etc. ; les investissements réalisés et leurs modalités de financement : recours aux fonds propres ou à l'endettement).

(si la société contrôle une ou plusieurs filiales, rendre compte de l'activité de l'ensemble de filiales par branche d'activité et non pas filiale par filiale)

2. Evénements survenus depuis la clôture de l'exercice

Nous vous informons qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport (dans le cas contraire, la mention des événements doit figurer dans le rapport : par exemple, faillite d'un client, perte d'un marché, augmentation de capital, prise de contrôle d'un concurrent, litige ou sinistre, démarrage de nouvelles activités).

3. Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir

(les prévisions et perspectives peuvent porter tant sur l'évolution du marché et de la concurrence, que sur le carnet de commandes, les marges, les modifications de structure éventuellement envisagées et les programmes d'investissement)

Exemple : Le positionnement de la société sur ses marchés les plus porteurs lui permet d'être confiante dans l'amélioration de son profil de croissance malgré le ralentissement économique observé en début d'année. La société anticipe ainsi pour l'exercice en cours une croissance organique comprise entre ... et ... % du chiffre d'affaires.

4. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière

Le chiffre d'affaires hors taxes s'est élevé à ... € contre ... € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de ... %.

Il se décompose de la manière suivante par secteur d'activité : ... (à détailler)

Les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à ... € (contre ... € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de ... %) et le montant des traitements et salaires ainsi que des charges sociales qui s'y ajoutent a totalisé ... € (contre ... € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de ... %).

En conséquence, le résultat d'exploitation ressort à ... € contre ... € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de ... %.

Compte tenu du résultat financier (... € contre ... € au titre de l'exercice précédent), le résultat courant avant impôt

de l'exercice ressort à ... € contre ... € pour l'exercice précédent, soit une variation de ... %.

Après résultat exceptionnel (... € contre ... € au titre de l'exercice précédent) et impôt sur les sociétés (... €), le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice/une perte de ... € contre un bénéfice/une perte de ... € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de ... %.

Tous les secteurs d'activité ont contribué à la progression du chiffre d'affaires : le pôle ... réalise la plus forte croissance (+ ... %) en raison d'une demande très soutenue sur l'ensemble de ses marchés, tant en France qu'à l'étranger ; au sein du pôle ... (+ ... %), l'activité bénéficie de la bonne tenue de l'investissement et de la production industriels au niveau national. En outre, l'élargissement de son portefeuille d'offres a permis à la société de développer des positions importantes dans l'activité de ... La situation financière de la société s'est améliorée puisque l'endettement net a diminué de ... % par rapport à l'exercice précédent (... € contre ... €). Cette amélioration, qui a entraîné une hausse notable du résultat financier (voir ci-dessus), a été rendue possible en grande partie par le succès de l'augmentation de capital réalisée en octobre dernier, à laquelle tous les associés ont participé.

5. Principaux risques et incertitudes

Exemple : Les incertitudes auxquelles la société est confrontée sont liées à la récente crise économique et financière qui affecte pour l'essentiel la situation des clients de notre pôle ... (à préciser). Cette crise pourrait entraîner une baisse des commandes de ... % pour ce secteur d'activité.

(le cas échéant, compléter la mention par l'indication suivante) La société compte engager les actions suivantes pour faire à face à cette situation : ... (à préciser)

6. Utilisation d'instruments financiers

L'utilisation d'instruments financiers par la société au cours de l'exercice écoulé n'appelle aucune observation de la part de la gérance en raison de son manque de pertinence pour l'évaluation de l'actif, du passif, de la situation financière, des pertes et des profits de la société (dans le cas contraire, par exemple en cas de mise en œuvre d'une politique de couverture des risques de change, il convient d'apporter toute indication utile quant aux conséquences de cette politique sur la valeur des éléments cités).

7. Activités en matière de recherche et de développement

La société n'a conduit aucune action en matière de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé (dans le cas contraire, exposer ces actions : par exemple, présentation du budget, éventuellement comparé avec celui des exercices précédents ; principaux axes de recherche et de développement ; le cas échéant, résultats des actions engagées).

8. Filiales et participations (si la société en possède)

a. Nous vous renvoyons au point 1 pour l'exposé de l'activité et des résultats de nos filiales.

b. Au cours de l'exercice écoulé, notre société a pris une participation dans le capital des sociétés suivantes :

- ...
- ... (à détailler)

En outre, au cours de ce même exercice, notre société a pris le contrôle des sociétés suivantes :

- ...
- ... (à détailler)

Nous vous rappelons que notre société contrôle les sociétés suivantes au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce :

- ...
- ... (à détailler)

c. Conformément à l'article R 233-19 du Code de commerce, nous vous informons avoir mis fin à une participation croisée illicite avec la société ... (indiquer la dénomination de la société en cause). A cet effet, notre société a cédé les titres de cette société dans les conditions suivantes : ... (décrire l'opération et exposer le reliquat éventuel de participations subsistant dans le capital des deux sociétés).

9. Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur (si des changements de règles et méthodes comptables sont intervenus dans la présentation des comptes annuels, cela peut être précisé ici).

10. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice/la perte de l'exercice, qui s'élève à ... €, de la manière suivante : ... (selon le cas, affectation aux réserves, report à nouveau, distribution de dividendes ; pour des exemples d'affectation du résultat, voir le modèle de procès-verbal d'assemblée générale inf. 14).

(si un dividende est distribué, il peut être utile de rappeler aux associés personnes physiques les modalités d'imposition de ce dividende)

Nous vous informons que les dividendes et distributions assimilées perçus par des personnes physiques depuis le 1er janvier 2013 sont en principe soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif après application, le cas échéant, d'un abattement de 40 %. Toutefois, avant d'être imposés au barème progressif, ces revenus font l'objet, sauf exceptions, d'un prélèvement à la source obligatoire au taux de 21 %. Ce prélèvement constitue un acompte d'impôt sur le revenu imputable sur l'impôt dû l'année suivante et, en cas d'excédent, restituable.

Peuvent demander à être dispensés du prélèvement les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (contribuables soumis à imposition commune). La demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année qui précède celle du versement.

En outre les dividendes versés à des personnes physiques sont soumis aux prélèvements sociaux à hauteur de 15,5 %.

Ces prélèvements sont déclarés et payés par la société en même temps que le prélèvement à la source de 21 %, lorsque celui-ci est dû, au plus tard le 15 du mois suivant celui du versement des dividendes.

11. Information sur les délais de paiement (si la société est dotée d'un commissaire aux comptes)

En application des dispositions de l'article L 441-6-1, al. 1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs, par date d'échéance :

Tableau du solde des dettes fournisseurs au 31/12 par dates d'échéance				
Exercice	< 30 jours	de 30 à 60 jours	> 60 jours	Totaux
31/12/2015				
31/12/2014				

12. Rappel des dividendes distribués

(si des dividendes ont été distribués au cours des trois derniers exercices, indiquer la mention suivante) Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués à titre des trois exercices précédents se montent à : ... (à préciser en indiquant le montant des revenus éligibles à l'abattement de 40 % et le montant de ceux qui ne le sont pas)

(ces indications peuvent également figurer sous forme de tableau)

Exercice	Revenus éligibles à l'abattement		Revenus non éligibles à l'abattement
	Dividendes	Autres revenus distribués	
31/12/2014			
31/12/2013			
31/12/2012			

(si aucun dividende n'a été distribué au cours de ces exercices, en faire état par la mention suivante) Nous vous rappelons que la société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

13. Dépenses non déductibles des bénéfices

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé comprennent une somme de ... € correspondant à des charges somptuaires non déductibles fiscalement (CGI art. 39, 4). L'impôt supporté en raison de ces frais et charges s'élève à ... €.

(en l'absence de dépenses somptuaires ou de frais généraux non déductibles, en faire état par la mention suivante) Nous vous précisons que la société n'a exposé aucune dépense non déductible du résultat fiscal au titre de l'exercice écoulé.

La Gérance